

Biergerinitiativ Stop5G Luxembourg  
c/o Concetta Valvason  
2, Av. Grand-Duc Jean  
L-1842 Howald

Monsieur Xavier Bettel  
Ministre d'Etat  
Ministre de la Communication et des médias  
Ministre de la Digitalisation  
5, rue Plaetis  
L-2338 Luxembourg

Howald, le 25 novembre 2020

**Objet :** Lettre ouverte concernant le courrier du 14 octobre adressé par 15 pays européens, dont le Luxembourg, à la Commission Européenne, concernant la nécessité d'une stratégie conjointe pour lutter contre la « désinformation » sur la 5G qui serait divulguée par les associations anti-5G en Europe

Monsieur le Premier Ministre,

C'est par la presse étrangère et à notre grand étonnement, que nous avons appris que le Luxembourg a signé, le 14 octobre 2020, avec 14 autres Etats Membres, un courrier adressé à la Commission Européenne, à l'initiative de la Pologne, dont vous trouverez copie en annexe, demandant expressément à la Commission :

- de développer rapidement une stratégie commune pour contrer les activités des mouvements anti-5G et la diffusion de fausses informations sur les effets de l'exposition aux champs électromagnétiques (CEM) et la 5G,
- de produire des études « scientifiques » ayant pour but de rassurer le public,
- d'informer le public sur les avantages représentés par la 5G en tant que moyen d'atteindre une transformation digitale et verte.

Précisant toutefois :

*"Dans le même temps, les craintes et les inquiétudes des personnes qui s'opposent à l'introduction de la 5G pour des raisons liées aux CEM doivent être prises au sérieux."*

Faut-il que vous soyez tous en très mauvaise posture et à court d'argument face à vos citoyens pour être obligés d'appeler à l'aide l'instigateur de ce déploiement, à savoir la Commission Européenne.

Pourquoi n'avez-vous pas réclamé à la Commission Européenne de faire faire toutes les études indépendantes, sur le long terme, préalablement au déploiement de cette toute nouvelle technologie aux effets secondaires à haut risque, ajoutant encore à l'electro smog actuel, déjà largement toxique ?

Aujourd'hui, ce sont les mouvements Stop5G et autres associations qui doivent réaliser le travail qui vous revenait à vous.

Ils ne font que pallier vos manquements irresponsables, les vôtres, ceux des Etats de l'Union Européenne, et ceux de la Commission Européenne, qui n'a visiblement que faire du principe de précaution.

Vous focalisez-vous tous sur le « grand reset économique », au point de sacrifier la santé des populations et de l'environnement ?

Nous tenons à apporter plusieurs remarques importantes quant aux propos émis par les 15 Etats dans cette lettre à la Commission Européenne :

- Les actes de vandalisme commis sur des installations  
Sachez que nous n'avons jamais prôné ni approuvé de tels actes.

- La 5G et la Covid 19

Sachez aussi que nous n'avons pas dit que la 5G serait à l'origine de la Covid-19. Ce que nous tenons par contre à souligner est l'effet immunosuppresseur de l'exposition aux champs électromagnétiques. Il favorise la diffusion de n'importe quel virus et de toute autre infection bactérienne. L'affaiblissement du système immunitaire a été établi par des centaines d'études et affirmé également par le Professeur Belpomme, cancérologue et spécialiste des CEM lors de sa conférence du 2 octobre 2020 que nous avons organisé au Luxembourg et à laquelle nous vous avons invité.

- Vous voulez rassurer les populations

Ce ne sont pas des pseudo-études scientifiques concernant l'absence de danger lié à la 5G, que vous réclamez à la Commission Européenne et dont les conclusions seront décidées à l'avance, que vous devrez fournir. Il s'agirait alors véritablement de désinformation, coupable, dont vous seriez tous pénalement responsables.

- Vous aurez remarqué que nous, nous basons nos affirmations sur des milliers d'études menées de manière indépendante, sur le long terme, évaluées par des pairs du monde entier, et menées dans le respect de la rigueur scientifique, et non pas selon le dictat du lobby financier. Elles ont conclu aux effets éminemment néfastes des rayonnements par radiofréquences. Et il n'existe à ce jour aucune étude scientifique sur les effets des ondes millimétriques de la 5G sur l'homme et sur l'environnement. Et cela est un fait établi, pas une fake news.

L'attitude préférée de l'industrie n'est ici pas applicable : PAS DE DONNÉES : PAS DE PROBLÈME - PAS D'ACTION.

Dans le cas de la 5G, il convient d'affirmer : PAS DE DONNÉES : PROBLÈME POTENTIEL - ARRÊT.

- Nous rappelons que faire référence aux normes de l'ICNIRP pour sauvegarder la santé de la population est comme demander aux chats de veiller à la sauvegarde des souris.

Les nombreux conflits d'intérêt qui gangrènent cette institution PRIVÉE ont clairement été mis en évidence dans le récent rapport du Parlement Européen publié en juin 2020.

Le président de l'ICNIRP, Monsieur Van Rongen lui-même, a récemment déclaré : « *On a besoin d'études supplémentaires sur la 5G mais ce n'est pas à l'ICNIRP d'en décider* ».

Alors quand cessera-t-on d'utiliser la fake news : « *Les normes éditées par l'ICNIRP protègent notre santé* » ?

Aussi, nous voudrions savoir quelles sont les « *lignes directrices internationales concernant les effets des CEM sur la santé* » dont le Conseil de l'Europe « *tient compte* » dans son article 36 des Conclusions "Façonner l'avenir numérique de l'Europe" du 6 juin 2020 ? <sup>(1)</sup>

- Quand cessera-t-on d'utiliser l'autre fake news : « *la 5G représente une green transformation of our society* » ? C'est une plaisanterie de fort mauvais goût.

Nous nous demandons jusqu'à quand vous osez poser une telle affirmation, avec une telle impudence.

Nous avons déjà abondamment détaillé, dans notre récente lettre ouverte du 13 octobre 2020, la surexploitation des ressources, la surproduction de déchets électroniques, l'obsolescence anticipées des appareils électriques et électroniques ainsi que la surconsommation d'énergie représentée par le déploiement de la 5G, sans oublier l'aggravation du réchauffement climatique. Nous vous rappelons qu'en Chine les opérateurs sont obligés d'éteindre la 5G la nuit de 21h00 à 9h00 car elle consomme 3 fois et demi plus d'une antenne 4G par exemple.

Comment votre gouvernement qui dépense des millions d'Euros pour le financement de projets nationaux visant à accompagner la transition écologique, avec grande couverture médiatique, ce qui est tout à fait louable, peut-il prôner, défendre et accompagner le déploiement d'une technologie à tous points de vue incompatible avec ladite transition, et contraire au bon sens commun ?

- Nous sommes très inquiets face à cette dictature numérique qui s'arroge tous les droits, y compris celui d'interdire la liberté d'expression scientifique. L'article 36 des conclusions du Conseil de l'Europe du 9 juin 2020, est à cet effet particulièrement alarmant pour nos démocraties et pour l'avenir :

*« Le Conseil de l'Union Européenne SOULIGNE que, dans le cadre du déploiement de nouvelles technologies telles que la 5G/6G, il convient de préserver les capacités des autorités répressives, des services de sécurité et de l'appareil judiciaire à exercer leurs fonctions légitimes efficacement... RELÈVE qu'il importe de lutter contre la diffusion de mésinformations concernant les réseaux 5G, surtout eu égard aux allégations fallacieuses selon lesquelles ces réseaux constitueraient une menace pour la santé ou seraient liés à la COVID-19 »<sup>1</sup>*

- Nous ne comprenons pas que vous ne renonciez pas à la 5G au profit des alternatives pertinentes et performantes existant déjà au Luxembourg : la fibre optique, le li-fi, la communication à infra-rouge.

- Nous avons l'impression que vous n'avez pas encore conscience de ce à quoi vous participez. Avez-vous mesuré les enjeux qu'impliquait le « great reset » pour la mise en œuvre mondialiste de l'économie numérique ?

---

<sup>1</sup> <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8711-2020-INIT/FR/pdf>

Il se pourrait bien que vous le regrettiez à très court terme. Vous portez une très lourde responsabilité.

Des millions de citoyens dans le monde ont maintenant conscience de ce qui se passe. Les mensonges et les leurre ne passent plus.

Suite à la requête des 15 Etats à la Commission Européenne, l'équipe de Stop5Ginternational.org a vivement réagi en s'adressant d'abord à la Commission Européenne le 26 octobre 2020 (annexe 2) et en suite en écrivant, le 6 novembre 2020, à la Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'homme (annexe 3) :

« **Public Has Not Given Its Consent.**

*Given that no one can opt out of continuous exposure to wireless radiation, the industry is, in effect, conducting an "experiment" on our children and on all global citizens without informed consent -- a breach of the 1947 Nuremberg Code<sup>8</sup>, and of the United Nations' International Covenant on Civil and Political Rights<sup>9</sup>»*

Sachez que cette équipe « *uniting to protect life on earth* » basée aux Etats-Unis, fédère la majorité des collectifs citoyens du monde entier, dont Stop5G Luxembourg, très inquiets des effets des nouvelles technologies sans fil sur la santé et l'environnement.

Monsieur le Premier Ministre, nous vous demandons un moratoire le temps de permettre à des experts indépendants de réaliser des études sur le long terme.

De la part d'un gouvernement qui se dit soucieux du bien-être de ses administrés ce serait la seule décision honnête et responsable.

Nous faisons appel à votre bon sens pour prioriser et sauvegarder la santé de votre population ainsi que l'environnement au Grand-Duché qui est tellement beau.

Nous vous remercions par avance des réponses que vous apporterez à nos questions et vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos courtoises salutations.



Concetta Valvason detto Sarodine  
Présidente

Bürgerinitiativ Stop5G Luxembourg

**Annexe 1:** Courrier du 14 octobre 2020

**Annexe 2:** Courrier du STOP5Ginternational Team.org à la Commission

**Annexe 3 :** Courrier STOP5G International.org à l'ONU

<sup>8</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/Nuremberg\\_Code](https://en.wikipedia.org/wiki/Nuremberg_Code)

<sup>9</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/International\\_Covenant\\_on\\_Civil\\_and\\_Political\\_Rights](https://en.wikipedia.org/wiki/International_Covenant_on_Civil_and_Political_Rights)